

DE BUENOS AIRES



N°49 – Du 2 au 8 décembre 2022

Zoom – L'Argentine et les services du FMI sont parvenus à un accord au niveau des services sur la 3^{ème} revue du mécanisme élargi de crédit

Le 2 décembre, l'Argentine et les services du Fonds monétaire international (FMI) sont parvenus à un accord au niveau des services sur la 3^{ème} revue du programme au titre du mécanisme élargi de crédit conclu fin mars 2022 (31,9 Mds de DTS, soit environ 44 Mds USD et 1.000% de la quote-part du pays au Fonds). Cet accord est soumis à l'approbation du conseil d'administration du Fonds, qui devrait se réunir d'ici la fin de l'année. S'il est approuvé, l'Argentine recevra un versement de 6 Mds USD (4,5 Mds de DTS). Les services relèvent que toutes les cibles du programme pour la fin septembre ont été atteintes, y compris celle du déficit budgétaire primaire grâce à davantage de contrôle des dépenses et le début de la mise en place du ciblage des subventions et des aides sociales. En outre, selon les services, les autorités restent sur la bonne voie pour atteindre les cibles du programme de la fin de l'année 2022. Dans ce contexte, il a été convenu que les principales cibles du programme, en particulier celles liées au déficit budgétaire primaire et aux réserves internationales nettes, ne seraient modifiées ni pour le reste de l'année 2022 ni pour l'année 2023, afin de continuer à renforcer la crédibilité des politiques économiques. Les services notent ainsi que les mesures prises par la nouvelle équipe économique commencent à porter leurs fruits, puisque le déficit budgétaire primaire tend à se réduire, l'inflation commence à ralentir et la balance commerciale s'améliore, tout comme les réserves. Ils relèvent également que la poursuite d'une mise en œuvre résolue des politiques économiques reste essentielle pour continuer à réduire les déséquilibres macroéconomiques, alors que les risques baissiers domestiques et externes sont nombreux. Du côté des finances publiques, les autorités doivent continuer à mobiliser les recettes budgétaires, renforcer le contrôle des dépenses, mais aussi poursuivre le ciblage des subventions et des aide sociales. Du côté de la politique monétaire, les services les incitent à maintenir un taux directeur réel positif pour réduire graduellement l'inflation (de 95% en fin de période en 2022 à 60% en 2023) et encourager la demande d'actifs libellés en pesos pour financer le déficit public, tout en menant une stratégie proactive en matière de dette publique en pesos afin d'améliorer le fonctionnement du marché. Du côté de la politique cambiaire, les services soulignent l'importance de gagner en compétitivité extérieure pour accumuler des réserves internationales. Par ailleurs, le resserrement des politiques macroéconomiques devrait contribuer à améliorer le solde du compte courant, ce qui, combiné aux efforts pour mobiliser des financements extérieurs, devrait renforcer les réserves internationales nettes, qui doivent augmenter de 9,8 Mds USD d'ici à la fin de 2023. À ce titre, si des mesures administratives temporaires ont été adoptées pour corriger les déséquilibres externes, les services signalent qu'elles doivent être réduites au minimum à l'avenir et qu'elles ne remplacent pas la nécessité d'un ajustement graduel des politiques macroéconomiques. Enfin, sur le plan structurel, les services enjoignent les autorités à poursuivre les réformes convenues, notamment pour dynamiser le potentiel d'exportation des secteurs stratégiques, dont le secteur énergétique.

LE CHIFFRE À RETENIR

6

Versement obtenu
grâce à la 3^{ème} revue
(Mds USD)

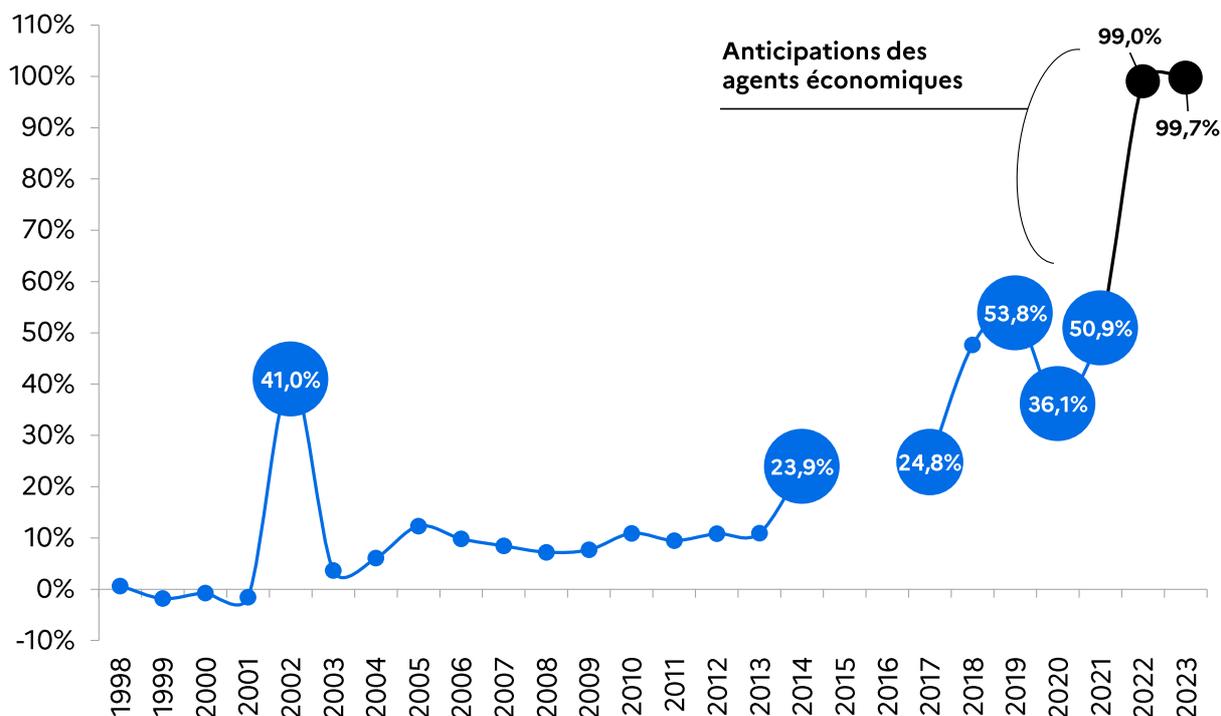
Principaux indicateurs macroéconomiques

	Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels - 2021				
Croissance du PIB réel	10,4%	11,7%	4,2%	4,4%
Inflation (fin de période)	50,9%	7,1%	6,8%	8,0%
Solde budgétaire (% du PIB)	-4,3%	-7,7%	-3,7%	-4,2%
Dettes publiques (% du PIB)	80,9%	36,3%	33,8%	73,3%
Solde courant (% du PIB)	1,4%	-6,7%	0,8%	-1,8%
Dettes extérieures (% du PIB)	58,3%	84,4%	49,9%	77,1%
Prévisions et anticipations - 2022				
Croissance du PIB réel - FMI	4,0%	2,1%	0,2%	5,3%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	5,3%	2,3%	0,2%	5,2%
Inflation (fin de période) - Agents économiques	99,0%	12,6%	8,6%	9,0%
Pour mémoire				
PIB nominal de 2021 (Mds USD)	486,7	316,8	38,8	59,3
Population (millions)	47,3	19,8	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Argentine – Inflation annuelle (fin de période, glissement annuel)



Sources : FMI, Banque centrale, SER Buenos Aires

ARGENTINE

L'Argentine avance sur la protection des données personnelles

Le 10 novembre, l'AAIP, ou Agence d'accès à l'information publique argentine, a publié le projet de loi qui sera présenté au Congrès pour remplacer la loi de protection des données personnelles (Loi N° 25.326), qui date d'octobre 2000.

Ce projet de loi intervient ainsi après une étape de consultation publique et prend en compte les commentaires recueillis. Cette consultation a eu lieu entre septembre et octobre 2022, réunissant des organisations de la société civile, des universités, ainsi que des acteurs du secteur public et du secteur privé.

L'objectif de l'AAIP est de mettre en place un cadre réglementaire qui doit permettre de répondre aux nouveaux défis imposés par les transformations technologiques ainsi que le développement de l'économie numérique, tout en établissant des règles harmonisées avec les normes régionales, mais également internationales.

Pour cela, l'AAIP a utilisé des documents de référence tels que le Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne, ainsi que les lois de protection des données du Brésil et de l'Équateur et le projet de loi présenté au Congrès en 2018 (qui était basé sur le RGPD) mais qui n'avait pas été examiné à l'époque.

La Banque mondiale accorde un prêt à l'Argentine pour soutenir la transformation numérique et la réduction de la fracture numérique

La Banque mondiale vient d'accorder un prêt de 200 MUSD à l'Argentine pour soutenir la transformation numérique et la réduction de la fracture numérique.

En effet, selon Jordan Schwartz, le directeur de la Banque mondiale pour l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay, la pandémie a mis en exergue les inégalités en termes d'accès aux ressources numériques, en particulier pour les zones rurales. Plus généralement, 17,1% de la population argentine ne dispose pas d'un accès à Internet (contre environ 7% en France) et seuls 60,9% des ménages urbains ont accès à un ordinateur.

Le prêt octroyé doit dès lors financer trois activités : 1) l'extension des infrastructures numériques pour fournir un accès à Internet à des zones isolées ; 2) le lancement de quatre nouveaux centres de données ; et 3) des formations qui viseront à développer les compétences numériques de la population, notamment des habitants des zones isolées.

Ainsi, 66 MUSD permettront de développer les infrastructures du réseau de fibre optique qui bénéficieront à près de 350.000 résidents de 300 communautés. De plus, 120 MUSD doivent être consacrés au financement d'un centre de données de taille moyenne et de trois petites installations pour le stockage et le traitement des données. Enfin, 10 MUSD seront consacrés à des formations visant, en collaboration avec des partenaires locaux, universités et incubateurs technologiques, à développer les compétences numériques de la population.

Ce projet de la Banque mondiale satisfait un double objectif d'égalité de genre et de lutte contre le changement climatique. En effet, les formations devront prioriser les femmes et les groupes les plus vulnérables. De plus, les centres de données devront respecter des principes d'efficacité énergétique et des énergies renouvelables devront être utilisées pour le fonctionnement des infrastructures financées.

CHILI

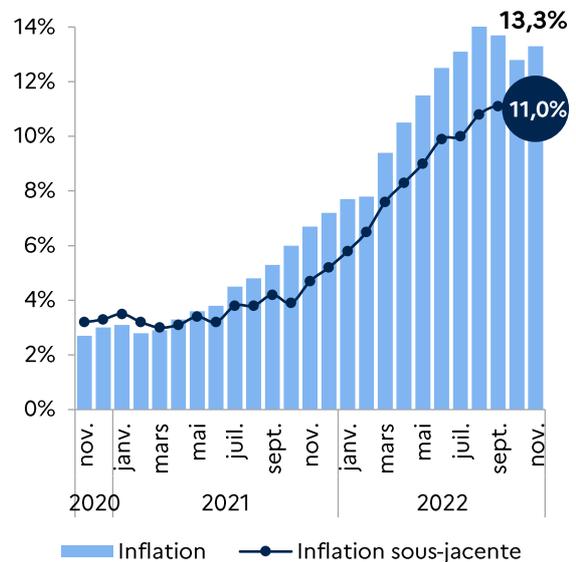
Face aux tensions inflationnistes et aux déséquilibres externes persistants, la Banque centrale maintient sa politique restrictive

Au cours de sa dernière réunion de politique monétaire de l'année, la Banque centrale a maintenu son taux directeur à 11,25%. Pour justifier cette décision, elle a notamment relevé que les tensions sur les prix restaient fortes. En effet, en novembre, l'inflation est repartie à la hausse en glissement mensuel, progressant de 1,0%, après +0,5% en octobre et trois mois consécutifs de ralentissement. Elle s'est également accélérée en glissement annuel, s'établissant à 13,3%, après +12,8% en octobre et deux mois consécutifs de baisse. De son côté, l'inflation sous-jacente s'est élevée à 11,0%, après +10,8% en octobre.

La Banque centrale a aussi indiqué qu'elle maintiendrait son taux directeur à ce niveau jusqu'à ce qu'elle observe des signaux clairs d'un processus de désinflation bien établi et de résorption des déséquilibres externes de l'économie chilienne. En effet, dans son tout dernier rapport de politique monétaire, elle estime que l'inflation s'établira à 12,3% en fin de période en 2022 (contre 12,0% pour sa

précédente estimation) et 3,6% en 2023 (contre 3,3%), soit légèrement au-dessus de sa cible de 3,0%. Par ailleurs, elle a largement revu à la baisse son estimation de déficit courant, qui devrait s'établir à 8,7% du PIB en 2022 (contre 6,3% du PIB pour sa précédente estimation et 6,6% du PIB en 2021) et 4,9% du PIB en 2023 (contre 3,6% du PIB).

Évolution de l'inflation et de l'inflation sous-jacente (glissement annuel)



Sources : INE, SER Buenos Aires

Ces résultats s'expliquent par une demande interne plus résiliente qu'anticipé, que ce soit du point de vue de la consommation privée (+2,7% estimés pour l'année 2022 contre +1,4% pour la précédente estimation) ou de l'investissement (+2,9% contre -3,3%), avec une importante répercussion sur les importations (+1,1% contre -1,4%). La Banque centrale prévoit dès lors une croissance de 2,4% en 2022 (contre 1,75 à 2,25% pour sa précédente projection) et de -0,75 à -1,75% en 2023 (contre -0,5 à -1,5%).



Un club d'entreprises françaises implantées au Chili a effectué une mission à Magallanes pour renforcer la collaboration public-privé

Une délégation d'entreprises françaises qui sont implantées au Chili et membres du Club du développement durable, conduite par l'Ambassadeur de France au Chili, Pascal Teixeira, s'est rendue dans la zone la plus méridionale du pays, la région de Magallanes.

Elles ont ainsi pu échanger avec les autorités locales, comme le gouverneur, Jorge Flies, les grands acteurs du secteur des combustibles (l'entreprise publique ENAP et l'entreprise HIF, par exemple) et des universitaires sur les grands défis liés au développement d'une industrie d'hydrogène vert (GH2) rentable. Elles ont aussi pu visiter de futurs terrains de fabrication de GH2 et d'ammoniac vert.

Quatre thématiques étaient ainsi à l'ordre du jour de cette mission : 1) Les infrastructures nécessaires pour le développement du GH2 ; 2) Le développement du capital, dont les défis en termes d'urbanisme, de transports portuaire, terrestre et aérien, et vis-à-vis des populations locales ; 3) Les défis en termes d'innovation, d'un point de vue technique, réglementaire, d'utilisation du GH2, mais aussi de la formation professionnelle ; et 4) La coopération public-privé sur les aspects sociaux et environnementaux, ainsi que les frontières.

Le pari de Magallanes pour la production de GH2 et d'ammoniac vert a été pris par de très nombreuses sociétés, y compris par les énergéticiens français. Les autorités locales de Magallanes ont aussi réaffirmé la volonté de la région de jouer un rôle mondial dans la production de GH2 comme vecteur pour la transition énergétique.

Elles ont tout de même prévenu que cette ambition ne se concrétisera que si les normes environnementales et les normes sociales sont très rigoureusement respectées par les investisseurs et que les bonnes conditions de vie des habitants de la région de Magallanes, la moins peuplée du Chili, sont préservées.

InvestChile a tenu la 6^{ème} édition de son forum international pour attirer les investisseurs étrangers

Dans une tonalité de fond visant à rassurer la communauté d'affaires étrangère au sujet des politiques publiques menées (continuité sur le long terme, sécurité juridique élevée, etc.), mais aussi à démontrer la réalité du mouvement de diversification sectorielle des investissements directs étrangers (IDE) au Chili, notamment dans les secteurs d'avenir qui sont liés au numérique et à la transition énergétique, l'Agence publique chilienne de promotion de l'attractivité, InvestChile, a tenu, les 5 et 6 décembre, la 6^{ème} édition de son forum annuel International InvestChile. Pour mémoire, l'organisation du forum était interrompue depuis le soulèvement social de 2019 et la pandémie qui a suivi.

Cette manifestation à très haute visibilité politique a donné la primeur aux secteurs de l'économie circulaire, des services globaux, de la Fintech, du tourisme et de l'hydrogène vert. Elle a attiré une centaine de dirigeants de groupes étrangers provenant de 28 pays. Ces derniers ont annoncé près de 4 Mds USD d'investissements nouveaux sur 56 projets, qui pourraient créer 1.900 emplois pérennes.

Les entreprises françaises des Groupes Séché et Michelin, en particulier, ont été mises à l'honneur pour leurs projets de traitement et de recyclage des déchets. Le président Boric a également mentionné dans son discours

introdutif l'importance du projet de câble sous-marin transpacifique Humboldt. Ce câble pourrait relier la ville de Valparaíso à la Polynésie française.

(principalement en avril et mai), pénalisant l'avancée des chantiers. Le secteur fait aussi face à la forte hausse des prix des matières premières.

PARAGUAY

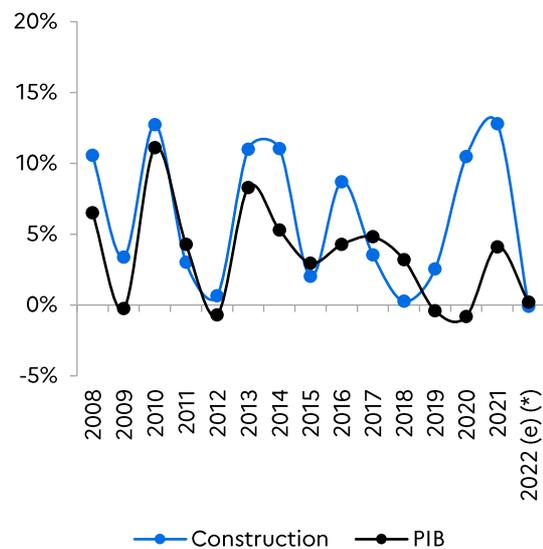
Les retards de paiement dans les travaux publics pénalisent les perspectives du secteur de la construction paraguayen

Selon le président de la Chambre des routes paraguayennes (« Cámara Vial Paraguaya » ou Cavialpa), Paul Sarubbi, l'État paraguayen doit environ 400 MUSD aux entreprises du secteur de la construction. Ainsi, ce montant représenterait près de 35% des sommes qui sont engagées par l'État pour financer des infrastructures, en particulier des travaux de voirie. Dès lors, les entreprises du secteur rencontreraient des difficultés financières pour rembourser leurs prêts bancaires et en obtenir de nouveaux qui leur permettent de financer leurs dépenses d'exploitation et de poursuivre leur activité.

Ces retards de paiement pèsent ainsi sur les perspectives du secteur de la construction, relativement dynamique pendant la dernière décennie et qui constitue l'un des moteurs de la croissance du Paraguay en représentant désormais près de 7,4% du PIB. Ainsi, après une croissance du secteur de 12,8% en sortie de crise en 2021, la Banque centrale prévoit un léger recul d'activité de 0,1% cette année.

Toutefois, les retards de paiements ne sont pas les seuls facteurs qui expliquent cette baisse d'activité. La mauvaise performance du secteur a également été influencée par un nombre plus élevé de jours ouvrés pluvieux

Croissance annuelle du PIB et du secteur de la construction



(* (e) = Estimation

Sources : Banque centrale, SER Buenos Aires

Par ailleurs, les mauvaises perspectives du secteur se répercutent sur l'emploi. Selon la Chambre de la construction paraguayenne (« Cámara de la Construcción » ou Capaco), quelques 40.000 travailleurs ont déjà perdu leur emploi cette année et ce chiffre pourrait augmenter au cours des prochains mois. Ils représentent une perte de main-d'œuvre de près de 17% depuis le début de l'année 2022, le secteur de la construction employant près de 263.000 personnes au 3^{ème} trimestre de 2022 (contre environ 308.000 personnes au dernier trimestre de 2021).

La presse paraguayenne affirme ainsi que ces retards sont dus au manque de sérieux du MOPC, le ministère des Travaux publics et des communications paraguayen, les travaux publics ayant été engagés sans s'assurer de



disposer des ressources fiscales nécessaires pour les financer. Ainsi, le secteur demande que l'État s'endette davantage pour honorer ses engagements et que la Banque centrale mette en place des mesures temporaires permettant de faciliter l'accès au crédit des entreprises de la construction, à l'instar de celles dont a bénéficié le secteur agricole au cours de la sécheresse du début de l'année 2022.

URUGUAY

L'Uruguay bouscule un Mercosur en panne lors du sommet des chefs d'État à Montevideo

Le 61^{ème} sommet des chefs d'État des pays du Mercosur, qui s'est tenu le 6 décembre à Montevideo en Uruguay, s'est conclu – contre toute attente ? – par l'approbation d'un communiqué commun.

Le sommet, précédé de la réunion ordinaire du Conseil du marché commun – au niveau des ministres des Affaires étrangères – avait mal débuté avec la candidature officielle de l'Uruguay au CPTPP (Accord de partenariat transpacifique global et progressiste). Ce nouveau témoignage d'une volonté forte du gouvernement uruguayen d'intégration au commerce mondial, après l'ouverture de négociations commerciales avec la Chine, continue d'ébranler un bloc qui peine à trouver une dynamique commune.

Les échanges relayés par les médias ont été acerbes. Le président uruguayen Luis Lacalle Pou a qualifié la zone comme l'une des plus protectionniste du monde. Accusé par ses homologues de saper l'union, il en a dès lors appelé, dans une métaphore footballistique

de saison, à « *la VAR de ceux qui respectent et de ceux qui ne respectent pas les règles du Mercosur* », revenant ainsi sur des pratiques antérieures des autres États membres.

De son côté, le représentant du Brésil, le vice-président Hamilton Mourão, a fait part de l'ouverture de son pays aux négociations. Néanmoins, c'est avec la toute nouvelle administration brésilienne qu'il conviendra très bientôt de dialoguer.

Le communiqué ne traduit aucune avancée notable durant les six mois de la présidence uruguayenne, qui a sans doute pâti de la période électorale brésilienne et qui s'est conclue avant la passation de pouvoir entre Jair Bolsonaro et Luiz Inácio Lula da Silva. Il évoque dès lors la concrétisation de projets régionaux et les objectifs de développement durable comme les conclusions de la COP 27, reprenant les priorités énoncées en début de présidence.

Le sommet s'est ensuite traditionnellement conclu par la passation de la présidence *pro tempore* (pendant six mois) à l'Argentine. Le président argentin Alberto Fernández, a, de son côté, mentionné ses deux priorités en matière commerciale: les discussions avec l'Union européenne qui impose de nouvelles normes environnementales post conclusion de l'accord UE-Mercosur, mais également l'ouverture régionale à l'Amérique centrale et aux Caraïbes. De plus, après la passation, le président argentin a fait une ouverture vis-à-vis des autorités uruguayennes, puisqu'il a mentionné une possible révision des règles du Mercosur si celles-ci étaient trop dures.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel,
Chef du Service Économique Régional de Buenos Aires

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :
Twitter :

samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr
[@Tresor_ConoSud](https://twitter.com/Tresor_ConoSud)